

« LuxLeaks » : voyage au paradis des multinationales

LE MONDE | 07.11.2014 à 11h52 • Mis à jour le 12.11.2014 à 16h29 |

Par Anne Michel (/journaliste/anne-michel/)

Luxembourg, envoyée spéciale

C'est un pas-de-porte étroit, à l'angle d'un bâtiment administratif sinistre de quatre étages, aux vitres opaques. Il est situé à deux pas de la gare routière, au numéro 18 de la rue du Fort-Wedell. L'endroit est désert. Et pourtant. Qui pourrait imaginer que derrière cette façade sans appareil ni tapis rouge se cache le désormais célèbre bureau 6 de l'administration fiscale du grand-duché du Luxembourg ? Celui qui, dans le secret, discute, tamponne et consigne les accords fiscaux des plus grandes multinationales, les fameux tax rulings ?

Apple, Amazon, Ikea, LVMH et les autres... Pour s'établir dans le deuxième plus petit Etat de l'Union européenne après Malte, et profiter d'un des meilleurs régimes fiscaux qui soit, les fleurons mondiaux passent tous par ce comptoir.

A l'intérieur, ils ne seraient qu'une petite dizaine de fonctionnaires à manipuler les documents confidentiels conçus par les conseils des grands groupes. Auparavant, c'était même l'affaire d'un seul homme, Marius Kohl, parti en retraite il y a un an, après une longue carrière. C'est lui qui délivrait les précieux sésames au nom du Luxembourg.

« M. RULING »

Curieux personnage que cet homme aux longs cheveux ramassés en queue-de-cheval qui, raconte un ancien avocat fiscaliste, habitué des lieux, « recevait dans son bureau, assis sous un poster de moto et un calendrier Pirelli. Invariablement, il écoutait. Visait les documents. Puis les tamponnait du sceau du Grand-Duché. Rarement il trouvait à redire ».

Au Wall Street Journal qui l'a récemment débusqué dans sa retraite – et interviewé dans sa cuisine ! –, l'ancien « M. Ruling » du Grand-Duché a expliqué qu'il avait beaucoup fait pour la place financière du Luxembourg. Beaucoup moins pour son image. Dont acte : des milliers d'accords sont passés entre ses mains, qui représentent sans doute des dizaines, voire des centaines de milliards d'euros d'exonérations d'impôts.

Aujourd'hui, la procédure des rulings s'est un peu durcie. Il faut de quelques semaines à quelques mois pour valider des accords qui l'étaient auparavant en moins d'une heure. Mais en général, les dossiers sont acceptés. Les « clients » quittent le bureau numéro 6 satisfaits.

Ainsi, en trente ans, à force de dispositifs fiscaux alléchants, le Luxembourg, ancien haut lieu de la sidérurgie, très dépendant de l'industrie du fer, s'est imposé comme l'un des trois havres financiers pour multinationales en Europe, aux côtés des Pays-Bas et de l'Irlande – quatre si l'on y ajoute la Suisse, hors de l'Union européenne.

BUSINESS FISCAL FLORISSANT

Le Grand-Duché détient le record du nombre de sociétés par habitant, avec 104 000 entreprises pour 549 000 habitants. Les géants américains le plébiscitent, qui en font leur porte d'entrée sur le marché européen, loin des écrans radar de leur propre administration fiscale.

Autour de cette pratique des rulings, s'est développé un business florissant, avec ses bataillons d'avocats fiscalistes, de comptables, d'auditeurs... La finance représente 40 % du produit intérieur brut (PIB) luxembourgeois. Mais ce monde se donne difficilement à voir.

Il y a loin entre le Luxembourg fantasmé, celui de l'argent et de l'opulence, paradis fiscal ostentatoire qui afficherait sa richesse au cœur d'une Europe en crise, et l'autre Luxembourg. Le vrai. Celui-là n'a rien de clinquant. Il surprend le visiteur dès la descente du train, avec ses rues ordinaires, ses commerces ordinaires, ses habitants ordinaires.

« Le Luxembourg n'est un paradis fiscal que pour les banques et les entreprises. Les résidents et les travailleurs transfrontaliers, eux, ne vont pas au paradis tous les jours ! », estime Justin Turpel, député du parti de gauche Déi Lénk, l'un des rares élus à assumer une critique publique du système fiscal. « Le PIB luxembourgeois se nourrit d'activités opaques qui ne profitent pas aux habitants. Il y avait 16 % de personnes en situation de pauvreté il y a deux ans. Il y en a 19 % aujourd'hui. »

NI LUXE BLING-BLING NI FRÉNÉSIE

De fait, ici, ni luxe bling-bling ni frénésie. La richesse cachée au Luxembourg, celle des multinationales, est bien moins voyante que celle des grandes fortunes cachées en Suisse ou au Lichtenstein. Elle ne se montre pas. S'appréhende difficilement. Il faut ainsi traverser la ville – en plein travaux de câblage – et rejoindre les quartiers d'affaires, au sud, pour mesurer toute la dimension du business fiscal luxembourgeois.

A dix minutes du centre en voiture, se trouve la zone d'activités de la Cloche d'Or. Au carrefour principal, où se croisent de grosses voitures de luxe, se dressent les bureaux flambant neufs de PricewaterhouseCoopers (PwC), le grand cabinet de conseil et d'audit à l'origine des accords fiscaux révélés par le « Luxembourg Leaks ».

Encore en chantier, l'imposant bâtiment, déjà sécurisé par des barrières automatiques, doit accueillir les 2 600 employés de PwC. Le cabinet prospère. Il est devenu en temps record le sixième employeur du pays...

En poursuivant un peu plus au sud, de drôles de sociétés fleurissent. Des sociétés de domiciliation d'entreprises, sans activité économique réelle, ni même de salariés, plus connues sous le nom de boîtes aux lettres.

MINI-PALO ALTO

A écouter le discours officiel, de telles sociétés ne sont pas censées exister au Luxembourg. Il y en a partout. Comme Alter Domus, dont le nom latin signifie « l'autre maison », établie au 5 de la rue Guillaume-Kroll. Elle partage son adresse avec... 1 600 autres entreprises, dont certaines sont très importantes à l'instar de la major des télécommunications américain Verizon. « Ce que nous faisons ? De la gestion d'actifs pour des fonds d'investissement, des multinationales... », répond, méfiant, un employé pressé, devant l'entrée sécurisée. « De la domiciliation ? Oui, aussi... Pourquoi cette question ? »

Un peu partout autour, des panneaux « Holding », « SA », « SARL » s'affichent par grappes de dix, vingt, trente... avec noms de sociétés parfois connues, d'autres fois non. On y trouve à chaque fois des bureaux vides avec pour toute représentation sur place, une unique secrétaire-standardiste qui répond invariablement : « Il n'y a personne ici pour cette société. Je prends les messages. »

De fait, pour les entreprises venues optimiser leurs impôts au Luxembourg, l'un des schémas classiques consiste à créer une holding principale, bien visible, qui emploie quelques dizaines de personnes et exerce une activité véritable. Puis de multiplier les structures autour, des coquilles vides, qui n'ont d'autre objet que de défiscaliser des revenus et des profits...

S'il est impossible de connaître avec précision les effectifs des holdings européennes créées par les géants du Net à Luxembourg, leurs locaux paraissent sous-dimensionnés. Ainsi d'Amazon, de

Microsoft et sa filiale Skype, qui ont établi leurs quartiers généraux dans le même bloc d'immeubles du quartier branché de Clausen, dans la vieille ville, près d'une ancienne brasserie du XVI^e siècle. On parle anglais jusque tard le soir dans les bars pour hipsters jouxtant les bureaux. Mais ce « village » ultra-connecté à la façon d'un mini-Palo Alto (la ville de la Silicon Valley où sont installés de grands groupes tels que Facebook et HP) ne semble pas en mesure d'accueillir plus de 200 à 250 personnes...

« UN PAYS PEU ENCLIN AUX RÉFORMES »

Et combien sont les employés d'Ikea à Luxembourg ? La multinationale suédoise a implanté sa holding centrale pour toute l'Europe dans le Grand-Duché. Mais au 2, rue Jean-Bertholet où l'on peut la trouver, dans un quartier résidentiel du centre-ville, le bâtiment qui l'accueille, elle et deux importantes filiales financières, semble bien petit.

Des sièges sociaux à moitié vides, des sociétés boîtes aux lettres... Et une pression internationale quise durcit... Combien de temps cette situation tiendra-t-elle ? « Nous sommes un pays catholique et conservateur, peu enclin aux réformes, estime Ana Luisa Teixeira, du Cercle de coopération des ONG de développement du Luxembourg. Et puis le lobby financier est bien trop puissant. »

« Qu'aurions-nous à perdre à arrêter le dumping fiscal ? Voilà le débat qu'on devrait ouvrir, suggère David Wagner, membre du conseil communal de la ville de Luxembourg, à gauche de l'échiquier. Au jeu actuel, les classes populaires sont perdantes. Elles assument les impôts que les multinationales ne paient pas. »

« Si au moins les profits des entreprises étrangères étaient réinvestis dans l'économie, mais ce n'est pas le cas..., ajoute-t-il. Alors pourquoi ne pas nous réformer ? »